



Prestations de contrôle de conformité de production et prestations de production de mise à jour d'un Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS) au format image (2 lots).

## Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

MP2025\_037

Date limite de remise des plis

10/06/2025 à 12 heures

# 1. OBJET DE LA CONSULTATION

## ■ Acheteur :

### **Groupement d'Intérêt Public Aménagement du Territoire et Gestion des Risques**

Représentant : Bruno LAFON, Le Président

Adresse : 6, Parvis des Chartrons - CS 82105 -

33 075 BORDEAUX CEDEX

Téléphone : 05 57 85 40 42

Courriel : gip@gipatgeri.fr

Télécopie : 05 57 85 40 26

Site internet : www.gipatgeri.fr

## ■ Description de la prestation attendue :

**La présente consultation a pour objet la passation d'un marché de prestations composé de deux (2) lots.**

- **Lot 1** : Prestations de contrôle de conformité de production d'un Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS) au format image.
  - ✓ Ces Prestations ont pour objectif de réaliser des contrôles sur les différentes étapes de production de prise de vues aériennes compatibles avec une utilisation en photogrammétrie ainsi que sur la production d'une orthophotographie d'une résolution (non sur-échantillonnée) de 5 cm/pixel et d'une précision planimétrique de 10 cm. Cela comprend les prestations suivantes :
    - Contrôle de la mission aérienne d'acquisition des prises de vue ;
    - Contrôle de l'aérotriangulation et de la stéréopréparation ;
    - Contrôle de l'orthophotographie ou des mises à jour ;
    - Acquisition des points de relevés topographiques de contrôle.
- **Lot 2** : Prestations de production de mise à jour d'un Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS) au format image
  - ✓ Ces Prestations ont pour objectif de réaliser la production de prises de vues aériennes compatibles avec une utilisation en photogrammétrie, et la production de mises à jour de l'orthophotographie du fond de plan PCRS d'une résolution (non sur-échantillonnée) de 5 cm/pixel et d'une précision planimétrique de 10 cm. Cela comprend les prestations suivantes :
    - Acquisition des prises de vues aériennes ;
    - Réalisation d'une aérotriangulation pour le positionnement et la géolocalisation des clichés bruts ;
    - Réalisation d'une orthorectification à partir d'un Modèle Numérique de Terrain (MNT) ;
    - Réalisation d'un orthophotoplan pour intégration dans le fond de plan PCRS initial ;
    - Réalisation de la mise à jour du fond de plan PCRS.

| Code CPV   | Libellé CPV   |
|------------|---|
| 38221000-0 | Systèmes d'information géographique (GIS ou équivalent) |
| 71351810-4 | Services topographiques                                 |
| 71354200-6 | Services de cartographie aérienne                       |
| 71354100-5 | Services de cartographie numérique                      |
| 71355100   | Services de photogrammétrie                             |

### ■ Caractéristiques principales du contrat

|                      |  |
|----------------------|--|
| Acheteur             | Groupement d'Intérêt Public Aménagement du Territoire et Gestion des Risques   |
| Type de accord-cadre | Accord-cadre à bons de commande (sans minimum et avec un montant max par lot (lot1-180 00 € HT, lot2-700 000 € HT) mono-attributaire de services passé en appel d'offres ouvert (Article R2124-2, 1° - Code de la commande publique) |
| Structure            | Allotissement (2 lots)   |
| Lieu d'exécution     | Sur le territoire de la région Nouvelle-Aquitaine  |
| Durée                | 1 An(s) avec 3 reconductions de 12 mois  |

### ■ Allotissement :

Le marché est composé de **deux (2)** lots :

**Lot 1** : la prestation de contrôle

**Lot 2** : la prestation de mise à jour

### ■ Obligation de confidentialité

Conformément à l'article L2332-1 du code de la commande publique, les opérateurs économiques sont tenus à une obligation de discrétion concernant toutes les informations portées à leurs connaissances à l'occasion de la procédure de passation, ces derniers s'engagent à ne pas les communiquer par quelque moyen que ce soit, à des tiers.

Le marché est composé de **deux (2)** lots :

**Lot 1** : la prestation de contrôle

**Lot 2** : la prestation de mise à jour

### ■ Prestations similaires

Si durant l'exécution du marché, le Pouvoir Adjudicateur est amené à réaliser des prestations similaires, ces dernières peuvent donner lieu à un marché de travaux ou de services sans publicité ni mise en concurrence préalables et dont l'exécution est confiée à l'attributaire de la présente consultation, dans les conditions posées à l'article R2122-7 du code de la commande publique.

Le marché prévoit la possibilité de recourir à cette procédure, pour la réalisation de prestations similaires. Ainsi, la mise en concurrence prend en compte le montant total envisagé, y compris celui des travaux ou services envisagés dans ce cadre.

## 2. CARACTERISTIQUES DE LA PROCEDURE

### 2.1. Procédure de passation

La procédure de passation du marché est une procédure formalisée au sens de l'article L2124-2 du Code de la commande publique, sous la forme d'un appel d'offres ouvert conformément aux dispositions l'article R2124-2, 1° du Code de la commande publique. Elle est notamment soumise aux dispositions des articles R2124-1, et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

## 2.2. Le groupement d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R2142-22 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut exiger que les groupements d'opérateurs économiques adoptent une forme juridique déterminée après l'attribution du marché dans la mesure où cela est nécessaire à sa bonne exécution.

Le pouvoir adjudicateur, exigera au moment de l'attribution du marché que le groupement revête la forme d'un groupement d'entreprises conjointes avec désignation d'un mandataire commun. Le mandataire commun sera solidaire pour l'exécution du marché public. Il devra donc posséder toutes les capacités techniques et financières pour assurer la responsabilité d'un tel engagement. La personne publique souhaite ainsi se prémunir contre les risques d'une défaillance éventuelle de l'un des membres du groupement sur toute la durée du marché.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'indiqué ci-dessus.

En application de l'article R2142-21 du Code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter pour ce marché plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membre de plusieurs groupements.

## 2.3. Délai de validité des offres pour tous les lots

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

## 2.4. Modalités de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.demat-ampa.fr>.

## 2.5. Contenu du dossier de consultation pour chacun des lots

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué des documents suivants :

- L'Acte d'engagement (AE)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes
- Le Bordereau de prix unitaire (BPU)
- Le présent règlement de consultation et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CTP)

Le dossier peut être retiré gratuitement par voie électronique, à l'adresse suivante :

<https://www.demat-ampa.fr>

**Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique ou papier n'est autorisée.**

### Précisions :

Le téléchargement du dossier est possible de façon anonyme sur la plateforme précitée **MAIS** il est précisé que si l'opérateur économique ne communique pas ses coordonnées lors du téléchargement, l'acheteur ne sera pas en mesure de le tenir informé de tout événement pouvant impacter le marché (modification du dossier de consultation, précision apportée aux opérateurs économiques, etc.).

## 2.6. Sous-traitance

L'article L2193-3 du Code de la commande publique dispose que, sous réserve du respect des conditions fixées par la loi du 31 décembre 1975, le droit, pour le titulaire d'un marché public, de sous-traiter l'exécution de certaines des prestations faisant l'objet du marché.

## 2.7. Questions complémentaires en cours de consultation

D'éventuelles questions administratives et techniques peuvent être posées par les opérateurs économiques. Elles sont exclusivement posées **à l'adresse électronique suivante** :

<https://www.demat-ampa.fr>

Ces questions peuvent être posées par les opérateurs économiques au plus tard **six jours** calendaires avant la date limite de réception des plis.

Les réponses seront envoyées à l'ensemble des opérateurs économiques par le biais de l'adresse d'identification indiquée sur la plateforme.

## 2.8. Modification de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard **six jours calendaires** avant la date limite de remise des plis, des modifications de détail au dossier de consultation. Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les opérateurs économiques, la date limite de réception des plis est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 2.9. Echange avec l'acheteur jusqu'à l'achèvement de la procédure

**Tous les échanges avec l'acheteur durant la consultation et après la remise des plis jusqu'à la notification/achèvement de la procédure se font via le profil dématérialisé de l'acheteur.**

<https://www.demat-ampa.fr>

**Aucun échange par mail ou téléphone n'est admis durant ces périodes**

# 3. PRESENTATION DES OFFRES

---

## 3.1. Variantes/PSE pour les deux lots

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.  
Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est demandée par le pouvoir adjudicateur.

## 3.2. Modalités de remise des offres

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://www.demat-ampa.fr>.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

La **transmission** des plis au format papier n'est pas autorisée pour cette consultation.

Le dépôt des réponses se fait uniquement à l'adresse électronique suivante :

<https://www.demat-ampa.fr>

Tout dépôt sur un autre site est nul et non avenu.

En déposant un pli sur le profil acheteur, les opérateurs économiques individuels peuvent renseigner les aspects administratifs de la candidature sur la base de leur seul numéro SIRET conformément à l'article « *Candidature par le DUME* » du présent document.

### 3.2.1. Actions et recommandations préalables

#### **Prérequis techniques :**

Préalablement au dépôt du pli, il appartient aux opérateurs économiques de vérifier la conformité de leur installation aux prérequis techniques.



Les opérateurs économiques n'ayant pu déposer de pli dans les délais prévus au présent règlement de la consultation ne pourront se prévaloir d'une quelconque difficulté technique liée à la configuration de leur poste. Par conséquent, les opérateurs économiques sont invités à tester la configuration de leur poste et à prévoir le temps nécessaire à la réalisation de ces démarches et vérifications.

**La réponse électronique suppose une préalable inscription des opérateurs économiques sur le profil d'acheteur** (renseignements demandés : notamment SIRET, mail, entreprise, etc.).

Ce compte servira pour toutes les phases d'échanges avec les opérateurs économiques.

Formats de fichiers préconisés : .doc / .rtf. / .pdf / .xls ou tableur / image : JPEG ou TIFF CCIT groupe IV (format volumineux).

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo ;
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ;
- Faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse (< 100 Mo) ;
- Limiter le nombre de caractères à 15 pour les noms des fichiers.

Format et projection spécifiques pour les fichiers géographiques :

- .shp en projection Lambert 93 (code EPSG : 9794), système de référence : RGF93 v2b.

Il est conseillé de scanner et déposer séparément chaque document, avec une définition suffisante garantissant sa bonne lisibilité, et de les nommer d'une façon suffisamment claire pour être repérable dans la liste des fichiers.

Pour pouvoir faire un pli électronique, l'opérateur économique doit s'assurer de répondre aux prérequis de la plateforme.

Les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

#### **Sécurité**

Tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'opérateur économique. Les plis contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité par l'acheteur. Ces plis seront donc réputés n'avoir jamais été reçus et les opérateurs économiques en seront informés dans les plus brefs délais.

Dans ces conditions, il est conseillé aux opérateurs économiques de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Il en va de même en cas de copie de sauvegarde elle-même infectée.

Le pouvoir adjudicateur ne procédera à aucune réparation en cas de détection de virus.

### 3.2.2. Dépôt de la réponse

#### **Le candidat ne pourra candidater que pour un seul lot.**

Pour transmettre la réponse électronique, il suffit :

Après avoir réalisé les actions préalables, d'accéder à la consultation en se connectant directement sur le profil acheteur de GIPATGERI

<https://www.demat-ampa.fr>

Après avoir accepté les conditions d'utilisation, et téléchargé les pièces, un mail de confirmation sera envoyé.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

*La remise d'un pli par courriel est prohibée.*

**En cas de plusieurs envois successifs d'un pli par un opérateur économique, seule la dernière offre sera ouverte. L'horodatage des plis par la plateforme de l'acheteur permet l'élimination des plis précédemment déposés.**

### 3.2.3. Copie de sauvegarde

En application de l'article R2632-11 du Code de la commande publique, la transmission électronique peut être doublée d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis de la consultation, sur support physique électronique ou sur support papier. Si un support physique électronique est utilisé, ce dernier devra comporter des fichiers disponibles dans des formats largement disponibles.

La copie de sauvegarde est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement :

Le nom de l'opérateur économique,  
La mention « copie de sauvegarde »  
L'identification de la procédure concernée

Comme ci-dessous :

**Nom du l'opérateur économique  
Nom du marché**

**COPIE DE SAUVEGARDE- NE PAS OUVRIR ».  
Entreprise - XXXX**

Les copies de sauvegarde seront :

**SOIT** envoyées par courrier en recommandé avec avis de réception postal à l'adresse :

**Groupement d'Intérêt Public Aménagement du Territoire et Gestion des Risques**  
6, Parvis des Chartrons – CS 82105 -  
33 075 BORDEAUX CEDEX

**OU déposées au Secrétariat **Groupement d'Intérêt Public Aménagement du Territoire et Gestion des Risques****

6, Parvis des Chartres  
33 075 BORDEAUX  
Du lundi au vendredi, de 9h00 à 18h00.

Cette copie devra être remise contre récépissé ou, si elle est envoyée par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des plis indiquées sur la page de garde du présent document.

La copie de sauvegarde ne sera ouverte par l'acheteur que dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Si la copie n'est pas ouverte, elle est détruite à l'issue de la procédure.

#### ***3.2.4. Signature électronique***

**La signature électronique n'est pas obligatoire au moment du dépôt du pli mais recommandée. L'opérateur économique qui a choisi de ne pas signer au moment du dépôt du pli devra, s'il est retenu, signer avant notification du marché.**

Si l'opérateur économique souhaite déposer les documents signés, il devra le réaliser en amont du dépôt du pli sur <https://www.demat-ampa.fr> l'outil de son choix.

La signature d'un fichier zippé, n'emporte pas signature des documents qui y sont contenus.

Pour réaliser la signature électronique d'un marché il faut disposer :

- D'un certificat de signature électronique conforme au règlement n°910/2014 dit « eIDAS »
- D'un outil de signature pour apposer la signature via le certificat sur le fichier souhaité.

Le certificat utilisé par l'opérateur économique ne doit pas être révoqué ou être arrivé à expiration à la date de signature. Il doit être établi au nom de la personne physique habilitée à engager la société. Une délégation de pouvoir doit être produite avec les éléments du pli le cas échéant.

L'obtention du certificat est payante auprès des organismes certificateurs et peut demander un délai variable. En conséquence, les opérateurs économiques sont invités à obtenir le certificat bien avant la date limite de réception des offres, car l'obtention d'un certificat électronique peut prendre plusieurs jours.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque opérateur économique.

Le certificat utilisé doit figurer sur la liste européenne (arrêté du 12 avril 2018). Une liste française produite par l'ANSSI liste les certificats :

<https://www.ssi.gouv.fr/uploads/liste-produits-et-services-qualifies.pdf>



***L'offre retenue à l'issue de la procédure de passation sera rematérialisée pour signature.***

### **3.3. Contenu des plis**

Chaque opérateur économique devra fournir un dossier complet tel que prévu par le Code de la commande publique notamment aux articles L2142-1, R2142-3, R2142-4, R2143-3 et R2143-4.

**A savoir :** Si, pour justifier de ses capacités, l'opérateur économique souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces ci-dessous relatives à cet intervenant. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché, en remplissant l'acte d'engagement.

#### **3.3.1. Candidature par le DUME**



→ Le **Document unique de marché européen (DUME)** est un formulaire par lequel les opérateurs économiques qui souhaitent participer à un marché public déclarent leurs capacités et leur aptitude pour participer à une procédure de marché public.

→ Le **DUME** est une déclaration sur l'honneur d'un opérateur économique, sur son aptitude et ses capacités pour participer à une procédure de marché public. Le **DUME** se substitue aux formulaires DC1, DC2, DC4 et attestations sociales, fiscales.

Seul l'opérateur économique retenu fournira les certificats normalement demandés comme preuves.



#### **CANDIDATURE**

**Via le formulaire de candidature DUME**

**<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/accueil/operateur-economique>**

- ☐ **FORMULAIRE DE CANDIDATURE DEMATERIALISEE DUME** (comportant les renseignements relatifs à la forme de la candidature, au pouvoir du signataire, au chiffre d'affaires, aux effectifs du candidat)
- ☐ **CAPACITE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE DU CANDIDAT**
  - ↪ Liste des références du candidat exécutées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire (public ou privé). Ces références devront être prouvées par des attestations du destinataire, ou à défaut, par une déclaration du candidat.
- ☐ **CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU CANDIDAT**
  - ↪ Preuve d'une assurance de responsabilité civile valable pour l'année civile en cours au moment de l'AAPC.
  - ↪ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et les prestations objet de la présente procédure.

#### **3.3.2. Candidature classique**

- ☐ Une lettre de candidature dûment complétée **FORMULAIRE DC1**

Téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- ☐ Une déclaration du candidat **FORMULAIRE DC2**

Téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- ☐ En cas de groupement, copie du pouvoir du mandataire.

- ☐ Copie du ou des jugements en cas de redressement judiciaire

- ☐ Copie des documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la candidature et ce à hauteur de l'opération considérée.

- ☐ Une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique (exclusions de plein droit) concernant les interdictions de soumissionner ;

- ☐ **CAPACITE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE DU CANDIDAT**

↪ Liste des références du candidat exécutées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire (public ou privé). Ces références devront être prouvées par des attestations du destinataire, ou à défaut, par une déclaration du candidat.

- ☐ **CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU CANDIDAT**

↪ Preuve d'une assurance de responsabilité civile valable pour l'année civile en cours au moment de l'AAPC.

↪ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et les prestations objet de la présente procédure.

### 3.3.3. Documents de l'offre

L'offre du candidat est composée des documents suivants :

| Document            | Descriptif                                       |
|---------------------|--|
| Acte d'engagement   | Acte d'engagement                                |
| BPU                 | Bordereau de prix unitaire                       |
| CCAP                | Cahier des clauses administratives particulières |
| CCTP et ses annexes | Cahier des clauses techniques particulières      |
| Mémoire technique   | Mémoire technique limité à 30 pages maximum      |

#### DOCUMENTS A FOURNIR AU TITRE DE L'OFFRE

Il est impératif de fournir un dossier complet, entièrement conforme aux exigences du règlement et du dossier de consultation.

Un document incomplet ou modifié rend l'offre irrégulière au sens de l'article L2152-2 du Code de la Commande Publique. De même, l'absence, la modification non autorisée ou le non-respect des exigences de forme (nombre de pages, format imposé etc.) d'un document devant être remis au titre de l'offre, a pour conséquence de rendre l'offre irrégulière.

- ☐ **L'Acte d'Engagement renseigné intégralement, par la personne ayant le pouvoir d'engager la société en termes de marché publics ou le mandataire du groupement**
  - ✓ *En cas de sous-traitance : fournir en annexe un formulaire DC4 complété, daté et signé*
  - ✓ *En cas de groupement : fournir en annexe la répartition détaillée et le montant correspondant aux prestations de chacun des membres*

- ☐ **Le BPU renseignée intégralement**

- ☐ **L'absence de relations avec la Russie**
- ☐ **Annexe RGD**

- ☐ **UN MEMOIRE TECHNIQUE EXPOSANT LES DIFFERENTS ÉLÉMENTS DE L'OFFRE ET LES MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION OBJET DU MARCHE.**

#### LOT 1 :

Ce mémoire comprendra **30 pages maximum annexes comprises** et les éléments suivants :

- Une note permettant d'identifier la compréhension des besoins et le respect des spécifications demandées par le candidat ;
- Les méthodes mobilisées et les choix effectuées pour réaliser les contrôles ;
- Les précisions géographiques des contrôles et le respect des normes ;
- Les moyens matériels réellement affectés à la réalisation des prestations ;
- Les moyens humains réellement affectés à la réalisation des prestations ;
- L'expérience sur des prestations similaires ;
- Les délais d'exécution de chacune des phases de contrôle et de fourniture des livrables mentionnées dans le CCTP ;
- Les actions environnementales et sociétales mises en œuvre.

**LOT 2 :**

**Ce mémoire comprendra 30 pages maximum annexes comprises et les éléments suivants :**

- Une note permettant d'identifier la compréhension des besoins et le respect des spécifications demandées par le candidat ;
- La méthode utilisée pour l'acquisition des prises de vues aériennes et la méthode de mise à jour proposée ;
- La méthode mise en œuvre pour le contrôle qualité des livrables et des précisions géométriques ;
- Les moyens matériels réellement affectés à la réalisation des prestations ;
- Les moyens humains réellement affectés à la réalisation des prestations ;
- L'expérience sur des prestations similaires ;
- Les délais d'exécution de chacune des phases de contrôle et de fourniture des livrables mentionnées dans le CCTP ;
- Les actions environnementales et sociétales mises en œuvre.

En cas de discordance entre l'offre globale du fournisseur et la décomposition de cette offre, l'offre globale prévaut. Les éventuelles erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont rectifiées par l'acheteur et le montant rectifié est pris en compte pour l'analyse des offres.

Avant notification du marché, l'attributaire doit fournir les documents suivants :

| Document                         | Descriptif  |
|----------------------------------|---|
| Certificat de régularité fiscale | Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales   |
| Certificat de régularité sociale | Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise   |
| Extrait KBIS                     | Extrait K, Extrait KBIS ou Extrait D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion |
| Redressement judiciaire          | Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire   |

### ***3.3.4. Protection des données personnelles***

#### **Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :**

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industriel et commercial. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

**Communication aux tiers :** Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

**Droits d'accès, de rectification, de suppression :** Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits peut être effectué en premier lieu auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : Labarre Christophe ou enfin, directement auprès de la

CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

**Durée de conservation des données personnelles :** Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.

**Informations de l'attributaire :** Les informations concernant l'attributaire seront exploitées dans le cadre de l'exécution du contrat afin de permettre le bon déroulement des prestations. Aucune donnée personnelle ne sera contenue dans les informations faisant l'objet de prescriptions à l'égard de l'acheteur en matière de communication et mise à disposition publiques découlant de la réglementation applicable.

**Réutilisation des données :** L'acheteur attire l'attention des candidats sur le fait que les adresses électroniques et coordonnées renseignées par ceux-ci pourront être utilisées par l'acheteur à des fins de prospection et d'actions de sourcing.

## 4. JUGEMENTS DES OFFRES

### 4.1. Critères de jugement des offres – lot 1 (contrôles) :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

| Critère & Pondération                               | Complément  |
|---|---|
| 1. Prix (pondération 55)                            | <ul style="list-style-type: none"><li>Coût complet des prestations : prestations, frais de déplacement, remise des livrables.</li></ul>   |
| 2. Valeur technique (pondération 40)                | Valeur technique  |
| Qualité technique (pondération 20)                  | <p>Le pouvoir adjudicateur sera particulièrement attentif à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Qualité de la compréhension du besoin de l'acheteur ;</li><li>Pertinence des méthodes mobilisées pour effectuer les prestations ;</li><li>Pertinence des précisions géographiques proposées ;</li><li>Qualité de l'organisation de la mise en œuvre des prestations de contrôles.</li></ul> |
| Moyens techniques et humains (pondération 10)       | <p>Le pouvoir adjudicateur sera particulièrement attentif à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Evaluation des moyens matériels réellement affectés à la réalisation des prestations ;</li><li>Evaluation des moyens humains réellement affectés à la réalisation des prestations ;</li><li>Pertinence des expériences similaires proposées.</li></ul>                                      |
| Délais d'exécution des prestations (pondération 10) | <p>Le pouvoir adjudicateur sera particulièrement attentif à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Pertinence des délais proposés pour chacune des phases de contrôle et de fourniture des livrables.</li></ul>  |

| Critère & Pondération                        | Complément  |
|--|---|
| 3. Clauses environnementales (pondération 5) | <ul style="list-style-type: none"> <li>Plan d'actions environnementales : mode de communication, suivi des prestations, lieu de réunion, déplacements, matériels utilisés pendant la prestation, politique IT ;</li> <li>Objectifs RSE : plan de progrès en matière d'engagement sociale, lutte contre les discriminations, insertion des personnes éloignées de l'emploi.</li> </ul> |

*Modalités de calcul des notes :*

Les critères sont notés **sur 100**, la note pondérée est obtenue par multiplication du pourcentage de pondération en prenant en compte la pondération des sous-critères.  
La note totale est notée **sur 100**.

**Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :**

|                          |  |
|--------------------------|--|
| Offre hors délai         | Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limites fixées dans la consultation.   |
| Offre anormalement basse | Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat. |
| Offre inappropriée       | L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.  |
| Offre irrégulière        | L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation et de négociation par l'acheteur.  |
| Offre inacceptable       | Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré une éventuelle demande de négociation.   |

## 4.2. Critères de jugement des offres - lot 2 (mise à jour)

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

| Critère & Pondération                               | Complément  |
|---|---|
| 1. Prix (pondération 55)                            | <ul style="list-style-type: none"><li>Coût complet des prestations : prestations, frais de déplacement, remise des livrables.</li></ul>   |
| 2. Valeur technique (pondération 40)                | Valeur technique  |
| Qualité technique (pondération 20)                  | <p>Le pouvoir adjudicateur sera particulièrement attentif à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Qualité de la compréhension du besoin de l'acheteur ;</li><li>Pertinence de la méthode d'acquisition des prises de vues aériennes ;</li><li>Pertinence de la méthode de mise à jour proposée ;</li><li>Pertinence du contrôle qualité des livrables et des précisions géométriques attendues.</li></ul> |
| Moyens techniques et humains (pondération 10)       | <p>Le pouvoir adjudicateur sera particulièrement attentif à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Evaluation des moyens matériels réellement affectés à la réalisation des prestations ;</li><li>Evaluation des moyens humains réellement affectés à la réalisation des prestations ;</li><li>Pertinence des expériences similaires proposées.</li></ul>  |
| Délais d'exécution des prestations (pondération 10) | <p>Le pouvoir adjudicateur sera particulièrement attentif à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Pertinence des délais proposés pour chacune des phases de production et de fourniture des livrables.</li></ul>  |
| 3. Clauses environnementales (pondération 5)        | <ul style="list-style-type: none"><li>Plan d'actions environnementales : mode de communication, suivi des prestations, lieu de réunion, déplacements, matériels utilisés pendant la prestation, politique IT ;</li><li>Objectifs RSE : plan de progrès en matière d'engagement sociale, lutte contre les discriminations, insertion des personnes éloignées de l'emploi.</li></ul>                              |

### Modalités de calcul des notes :

Les critères sont notés **sur 100**, la note pondérée est obtenue par multiplication du pourcentage de pondération en prenant en compte la pondération des sous-critères.  
La note totale est notée **sur 100**.

### Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

|                          |  |
|--------------------------|--|
| Offre hors délai         | Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limites fixées dans la consultation.   |
| Offre anormalement basse | Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat. |

**Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :**

|                    |  |
|--------------------|--|
| Offre inappropriée | L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.  |
| Offre irrégulière  | L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation t de négociation par l'acheteur. |
| Offre inacceptable | Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré une éventuelle demande de négociation.   |

## 5. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à [www.demat-ampa.fr](http://www.demat-ampa.fr).

### ■ Voies et délais de recours

Tribunal Administratif de Bordeaux  
9 Rue Tastet  
33063 Bordeaux  
Téléphone : 05.56.99.38.00  
Courriel : [greffe.ta-bordeaux@juradm.fr](mailto:greffe.ta-bordeaux@juradm.fr)  
Télécopie : 05.56.24.39.03

## 6. JURIDICTION COMPETENTE

- ✎ Avant la signature du marché, la présente consultation peut faire l'objet d'un recours précontractuel en application des articles L551-1 et R551-1 à R551-12 du Code de justice administrative.
- ✎ A compter de la signature du marché, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé contractuel en application des articles L551-13 et R551-7 à R551-10 du Code de justice administrative.
- ✎ Un recours en contestation de la validité du marché pourra être formulé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution, dans les conditions définies par le Conseil d'Etat dans sa décision n°358994, du 4 avril 2014, « Département du Tarn-et-Garonne ».
- ✎ Un recours en excès de pouvoir peut être formulé contre certains actes administratifs ou clauses réglementaires dans un délai de deux mois à compter de leurs notifications ou publications.

L'opérateur économique peut utiliser l'application TELERECOURS pour déposer un recours, via l'adresse suivante : <http://www.telerecours.fr>